

Entre expert et citoyen engagé

Entretien avec Caroline Mart, rédactrice en chef adjointe de RTL Télé Lëtzebuerg, sur son émission « Kloertext », les réticences des chercheurs d'y participer et la frontière entre expertise et opinion personnelle

Nous avons passé en revue les émissions « Kloertext » des douze derniers mois pour voir qui étaient les invités travaillant à l'Université du Luxembourg. Nous en avons compté une demi-douzaine : Luc Heuschling (à deux reprises), Michel Pauly, Romain Martin, Vincent Artuso, Denis Scuto et Norbert Campagna. Quelle plus-value l'expertise académique apporte-t-elle à une émission comme la vôtre ?

Caroline Mart : Si vous regardez des émissions à l'étranger, elles ont toutes pour principe d'inviter au moins un expert soi-disant neutre. Celui-ci est censé livrer des informations de fond non biaisées politiquement. L'Université du Luxembourg nous a apportés cette dimension qui, avant, faisait cruellement défaut ; pour mon travail, l'université constitue une plus-value énorme. Car évidemment, je ne peux être spécialiste en tout. Mon rôle est de vulgariser et d'expliquer : je guide le spectateur à travers le débat. Notre demande d'experts en sciences humaines reste extrêmement forte, et elle est loin d'être satisfaite, notamment en ce qui concerne les sciences politiques. Il manque aussi de chercheuses ; dans certains domaines de recherche il peut être difficile d'en trouver, et celles qu'on trouve, souvent, n'osent pas. Reste la question de l'utilisation de cette expertise. On a développé deux modèles d'intervention : s'il me faut une explication ponctuelle, j'enregistre une interview qui sera entrecoupée dans l'émission ; si, par

contre, j'ai besoin d'une personne de référence à laquelle je peux m'adresser durant le débat pour une vérification, je l'invite

[...] il ne suffit pas d'avoir une expertise, encore faut-il savoir la transmettre au grand public. La vulgarisation est un art, elle n'est pas synonyme de simplification.

sur le plateau en « faux direct » (émission enregistrée en temps réel, mais diffusée plus tard, ndlr).

Dans le choix de vos invités, vous êtes confrontée à une contrainte de taille, spécifique aux médias audiovisuels : la langue...

C. M. : Je peux inviter des experts étrangers à l'antenne ; mais alors uniquement pour une interview préenregistrée. Je ne peux pas inviter quelqu'un sur le plateau qui ne parle pas la langue luxembourgeoise, et encore moins qui ne la comprend pas. Nous en avons longuement discuté au sein la rédaction et on m'a proposé de faire traduire les propos en simultané, mais cela ne fonctionne pas, tout simplement. J'ai passé des soirées entières à regarder des débats sur Arte : à chaque fois, cela donnait quelque chose de très lourd, de très peu spontané. Pour que se crée un débat vivant, il faut qu'il soit mené dans

une langue commune. Dans le journal télévisé, un micro-trottoir avec des passants parlant le français, l'allemand ou l'anglais va de soi. Changer d'une langue à l'autre est donc accepté ; mais pas pour les discussions dans lesquelles une langue commune reste un élément central. Cela constitue une contrainte majeure dans le choix de mes invités. L'échantillon est d'office réduit, surtout pour l'université, qui est très internationale.

Comment trouvez-vous les experts pour les domaines qui vous intéressent ?

C. M. : Nous avons eu une démarche proactive : nous sommes entrés en contact avec Britta Schlüter (la responsable communication de l'Université du Luxembourg, ndlr), en la priant de nous faire parvenir une liste d'invités potentiels. Déjà, cette liste n'était pas très longue. Ensuite, il a fallu sélectionner ceux qui s'adaptaient à l'exercice : car il ne suffit pas d'avoir une expertise, encore faut-il savoir la transmettre au grand public. La vulgarisation est un art, elle n'est pas synonyme de simplification. Vulgariser veut dire expliquer un fait social complexe de telle manière qu'une personne intéressée, mais ne disposant pas nécessairement d'un savoir spécialisé, puisse le comprendre. En plus, dans le cas de notre émission, cette explication devra se faire dans une situation de stress, face aux caméras et en un temps réduit. Toutes ces composantes font que le nombre de



© Le Fonds Belval

personnes potentielles capables de remplir le rôle d'invité est assez réduit.

Dans une interview accordée au Télécran en 2007, vous déclariez vouloir poser des questions concises auxquelles vous souhaitiez des réponses courtes qui n'étaient pas déclamées « du haut du pupitre ». On pourrait penser que cette forme de communication se situe exactement aux antipodes du discours académique...

C. M. : Oui, mais je pense que c'est en train de changer. Il y a, également dans notre université, une forte influence du modèle académique anglo-saxon qui, dans ses contacts avec les médias, est moins réticent. Même si cela reste, avant tout, une question de caractère : certains ont un désir inné de transmettre et d'enthousiasmer. Là où la logique d'une chaîne de télé entre en contradiction avec celle de l'université, c'est dans le rapport au temps. On bute sur un décalage temporaire. Je suis une rédaction à moi toute seule ; ce n'est qu'une fois l'émission terminée que je peux commencer à préparer la prochaine. Cela me laisse des intervalles d'à peu près une semaine et demie. L'invitation se fera donc à très court terme, le plus souvent pour la semaine à venir. Or un chercheur pense en termes de mois, voire de semestres. La première question qu'il se posera, sera celle de

savoir si une semaine lui laissera assez de temps de préparation pour ses recherches. J'explique alors qu'il ne s'agit pas de soutenir une thèse de doctorat, mais simplement de transmettre de manière brève et concise ce que l'on sait déjà. La deuxième contrainte temporelle est celle du temps de parole à l'antenne. Beaucoup de chercheurs se disent : « Sur le plateau, je ne disposerai que de quelques minutes, cela sera-t-il suffisant pour faire un exposé complet ? ». Il y a donc une grande méfiance, une grande prudence dans la manière d'aborder l'idée même de participer à une émission. Je me suis vite rendue compte que, pour certains, cette prudence constituait une entrave psychologique. De nombreux chercheurs invités ont préféré décliner. Mais je me suis aussi rapidement rendue compte que cela n'avait pas de sens de convaincre quelqu'un qui, en fait, n'a pas envie. C'est même contre-productif. Nous avons fait l'expérience que ces chercheurs réticents, une fois sur le plateau en « faux direct », étaient extrêmement mal à l'aise. Mais ces paramètres valent pour tous nos invités...

Lorsqu'un invité accepte de venir sur un plateau de télévision, il accepte également d'entrer dans une autre logique, qui est celle du spectacle. Le préparez-vous aux exigences du média télévisuel ? Lui expliquez-vous p. ex.

qu'il n'aura à sa disposition que deux ou trois interventions de quelques minutes, durant lesquelles il aura à « placer son message » ?

C. M. : Tout d'abord, en dehors des émissions de la campagne législative, pas de chronomètre ni de temps de parole fixé d'avance. Celui-ci est donc inégalement réparti. Chaque émission développe sa vie propre qu'on ne peut prévoir. Mon principe est : si une personne a des choses passionnantes à raconter et si elle contribue à la discussion, elle aura plus de temps de parole. Ensuite, je récus le terme de « spectacle » ! Si on veut convaincre, il faut d'abord amener les gens à vous écouter. Cela vaut d'ailleurs pour toutes les formes de la communication. Si vous écrivez un article ennuyeux, personne ne lira plus loin que le premier paragraphe. Parler d'une manière qui ne fasse pas fuir les gens ; est-ce déjà du spectacle ? Je pense que non !

Mais vous êtes quand même d'accord pour dire qu'une émission de télévision est par essence spectaculaire : il faut de l'éclairage, du maquillage, de la tension...

C. M. : ... Une certaine dramaturgie est nécessaire partout et toujours ! Chaque média fonctionne selon ses propres codes, mais les fondamentaux restent les mêmes.



© Rol Schleich, Le Fonds Belval

Si vous voulez qu'on vous écoute, il faudra que vous sachiez réagir, que vous ayez quelque chose à dire et, dans le meilleur des cas, que vous le disiez avec humour et une certaine modulation. Si je réagis un peu à vif à ces questions, c'est qu'on a généralement tendance à nous coller l'étiquette du média « superficiel ». Ma volonté justement était de ne pas faire de « Kloertext » une émission de divertissement. Pour moi, c'est une émission dont le but central est de livrer une information de fond et dont le principe central est de montrer qu'à des questions simples, il n'y a pas que des réponses complexes qui, selon le point de vue, peuvent varier. C'est cette ouverture-là qui nous intéresse ; nous voulons inciter les gens à penser, nous ne voulons pas donner des réponses, mais poser des questions. Cela peut paraître banal, mais c'est ma conviction sincère. Dans ce format, ce n'est donc pas celui qui parle le plus fort ou le showman le plus habile qui passera forcément le mieux...

Reste que la télévision a ses contraintes, tout comme l'écriture a les siennes. On passe des dizaines d'années à apprendre la maîtrise de la lecture ou de l'écriture. Or, en entrant dans le studio, le non-initié se retrouvera confronté aux règles de la langue de l'image qu'il ne maîtrise pas forcément... Il risquera de se planter.

C. M. : Notre avantage est que l'image est moins permanente, moins durable que la parole écrite. C'est assez rare que les gens aillent fouiller dans les archives pour voir ce que nous avons pu faire il y a 5 ou 6 ans. Je dis souvent que nous faisons du journalisme kleenex, pas dans le sens de jetable, mais de renouvelable.

Aidez-vous vos invités à se préparer à ces contraintes télévisuelles ? J'imagine que vous ne traitez pas le scientifique de la même manière que le politicien ?

C. M. : Les seuls que nous traitons de manière « différente » sont les politiciens ! Ce n'est pas que nous les traitons pire que les autres, nous nous attendons simplement à ce qu'ils connaissent leur métier : les entretiens de préparation sont donc limités à un strict minimum et nous ne leur communiquons pas les questions en avance. Mais la plupart de nos émissions ont comme thème des questions de société, et nous y invitons surtout des citoyens ordinaires pour récolter leurs témoignages sur des problématiques qui peuvent être très personnelles, comme la maladie, la mort, les troubles psychiques, etc. Cela suppose une préparation. Avant l'émission, je m'entretiens avec les invités. Ces entretiens préalables peuvent durer plusieurs heures et je les mène par téléphone ; mes inter-

locuteurs sont chez eux, ils se sentent en sécurité. De là, on peut lentement commencer à s'approcher, à faire connaissance et à établir une relation de confiance. Les invités se sentent alors libres de me confier leurs inquiétudes : comment se sent-on sur un plateau de télé ? comment faut-il s'y comporter ? Ces coups de téléphone me donnent accès à des sujets qui, souvent, ne m'étaient pas familiers. Mais ils me permettent aussi de déterminer comment l'invité se débrouille en rhétorique et de me familiariser avec ses schémas d'argumentation : quels sont ses messages-clés ? Sur quels points ses arguments sont-ils en contradiction avec ceux des autres invités, sur quels points coïncident-ils ? Si jamais, durant l'émission, l'invité panique – ce qui peut arriver à tout le monde – ou qu'il commence à perdre le fil et à faire un tour trop long de la question – puisque tous, sauf moi, sont censés oublier le temps –, je trouverai rapidement le raccourci.

Vous dites rechercher des experts « neutres » ; or, en revisionnant vos émissions, on se rend compte qu'à plusieurs reprises, vous les interrogez sur leur avis politique personnel. Y voyez-vous une contradiction ?

C. M. : Les gens sont libres de répondre à ces questions plus personnelles. Mais ils ne sont nullement obligés de le faire. En



L'entrée de la future Bibliothèque universitaire (© Le Fonds Belval)

tout cas, je pense qu'il est légitime de les poser. Il y a des personnes, comme le professeur Heuschling p.ex., qui travaille de manière scientifique et peut intervenir en tant qu'expert, mais qui est aussi un citoyen engagé qui peut avoir son opinion. Je pense qu'on peut très bien séparer ces deux composantes.

Justement : dans la première émission à laquelle Luc Heuschling était invité en tant que professeur de droit constitutionnel, vous lui avez demandé son opinion personnelle sur la monarchie. Demander à un expert de dévoiler son opinion citoyenne, cela ne fragilise-t-il pas son statut d'expert ?

C. M. : La seule personne sur le plateau télévisé qui est tenue à un devoir absolu d'objectivité et de retenue, c'est moi. Je ne peux dénier au scientifique le droit citoyen élémentaire d'avoir une opinion et de l'exprimer. Après, il y a des chercheurs qui font des analyses exclusivement scientifiques et qui se refusent strictement à commenter l'actualité. Souvent, cette position peut évoluer au fil du temps. Certains peuvent se décider, à un moment donné, de sauter le pas et intervenir dans les débats d'actualité. Prenez Gilbert Trausch, longtemps l'historien de référence des médias : à ses débuts, il était beaucoup plus prudent. Ce n'est que plus tard, ayant accumulé de l'expertise et acquis une autorité que personne

ne contestait plus, que le citoyen Trausch a émergé et s'est mêlé aux débats politiques, exprimant ses opinions personnelles. Et c'était tant mieux !

Mais le Trausch médiatique et politique n'a-t-il pas, par moments, éclipsé la scientificité du Trausch scientifique ? En tant que lecteur de ses ouvrages, on pouvait être tenté de se dire : c'est le Trausch national, proche du CSV, on sait d'avance ce qu'il dira...

C. M. : Très bien, mais : est-ce mon problème ou celui de la personne concernée qui, à sa manière, doit le résoudre ? Moi, je me borne à poser des questions. Si quelqu'un me dit : « Désolé, je ne veux partager ici que mon point de vue scientifique », il est libre de le faire.

Cette réplique, on vous la donne souvent ?

C. M. : Non, car quelqu'un d'extrêmement prudent et hanté par la peur qu'une apparition à la télé puisse avoir un impact négatif sur sa renommée scientifique ne viendra pas.

Prenons un autre exemple, celui du chercheur en sciences de l'éducation, Romain Martin, dont l'autorité scientifique a été remise en question de manière très violente par le président de l'APESS [Association des professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur].

Les scientifiques ne risquent-ils pas de se brûler au contact avec les médias ?

C. M. : Est-ce la faute des médias ou d'un style politique virulent qui est celui de l'APESS ? Notre rôle se limite à relayer le débat. À l'université de se solidariser et de faire bloc avec leur collègue. Ce que je retiens de la discussion sur la réforme scolaire, c'est que des limites du débat politique ont été dépassées qui, jusque-là, avaient été respectées. Mais si une discussion dérape, les responsables sont ceux qui l'ont fait déraiper.

N'est-ce pas aussi votre rôle de protéger les scientifiques face à ce genre d'attaques ?

C. M. : Les spectateurs sont à même de se faire leur propre idée sur ce qu'ils voient à la télé et de différencier, du moins je l'espère. Car comment protéger mes intervenants ? En leur donnant de l'assistance en arguments ? J'outrepasserais mon rôle de modératrice. En renonçant à les exposer ? Je donnerais raison à ceux qui crient le plus fort. On n'entendrait plus qu'eux ! On ne peut pas nous conférer cette responsabilité.

Merci pour cet entretien ! ♦

Entretien enregistré le 11 septembre 2013. Questions : Bernard Thomas et Laurent Schmit